



# VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".  
"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

N° 220 Novembre - Décembre 2007

Bulletin de liaison bimestriel du MIL

<http://www.jemil.org>

## Les grandes manœuvres d'automne

# L'ÉPREUVE DE FORCE

par Jacques ROUGEOT, professeur émérite à la Sorbonne

Chaque année, on annonce rituellement que «l'automne sera chaud». L'année 2007 n'a pas failli à la tradition. Pourtant, nous n'assistons pas aujourd'hui à la permanence d'une habitude. L'élection présidentielle a porté au pouvoir un homme qui a affirmé une volonté de rupture. Même si la rupture n'est pas aussi forte qu'on pourrait le penser, une nouvelle donne s'est mise en place et, immanquablement, les diverses forces politiques, économiques et sociales sont amenées à trouver entre elles et avec le pouvoir de nouveaux rapports, de nouvelles marques. Les grandes manœuvres sociales de cet automne doivent être envisagées à la fois dans ce qu'elles ont de traditionnel et en fonction de la situation présente.

### UNE EXCEPTION FRANÇAISE

Dans divers domaines, certains de nos compatriotes aiment à se référer à une «exception française» présentée généralement comme un signe de supériorité par rapport à d'autres nations. Mais s'il est un domaine où l'on se dispenserait volontiers d'une telle exception, c'est bien celui du droit social en général et de l'exercice du droit de grève en particulier. Un signe très révélateur est fourni par le regard que les étrangers portent sur notre pays. Il est fréquent d'entendre dire : «Je viendrai en France à telle date... à condition qu'il n'y ait pas de grèves, bien entendu!». Cette dernière précision est exprimée d'un ton plus ou moins acerbe, plus ou moins indulgent, mais jamais admiratif. La France a la triste réputation d'être le pays des grèves. Les sociologues pédants, qui veulent dissimuler la fâcheuse réalité sous des mots aseptisés, disent que, en France, la culture de la grève est particulièrement développée. Et en effet, dans notre pays, les rapports sociaux en général et la grève en particulier bénéficient

d'un statut de fait exorbitant qui, semble-t-il, n'existe dans aucun grand pays développé.

D'abord, le domaine social est le dernier refuge du sens du sacré. Cette sacralisation d'une matière profane est frappante et paradoxale dans une société systématiquement désacralisée. On dirait un système de vases communicants où le sacré, banni de ses applications traditionnelles (religion, patrie, etc.) a élu domicile dans un logement qui n'est pas fait pour lui. On ne peut pas parler du droit de grève sans rappeler que c'est un droit constitutionnel. On laisse ainsi entendre que c'est un droit absolu, auquel toute la vie sociale doit être soumise et auquel il serait sacrilège de toucher. On omet de rappeler que, d'après la Constitution elle-même, ce droit s'exerce dans le cadre des lois qui le régissent, ce qui implique, évidemment, certaines limitations. On oublie aussi que ce droit ne saurait étouffer d'autres droits légitimes, et ne saurait autoriser à empêcher par la force les autres de travailler, à dégrader des installations, à traiter des milliers ou des millions de voyageurs comme du bétail.

D'autre part, la pratique de la grève s'inscrit dans un réseau de rapports sociaux qui obéissent, encore aujourd'hui, au principe de la lutte des classes. Cette affirmation peut paraître surprenante dans la mesure où cette expression n'est presque plus employée depuis la chute des régimes communistes. Mais tout le vocabulaire qui en découle est omniprésent. Le moindre différend est un «conflit». Devant la mauvaise volonté des patrons, les travailleurs sont contraints de s'engager dans «les luttes». Ils font «reculer» les patrons et réussissent à leur «arracher» des avantages qui deviennent des «conquêtes», parce qu'ils ont su profiter d'un «rapport de forces» favorable. Ce qui est remarquable, et inquiétant, c'est que cette notion de «rapports de forces» entre employeurs et

employés s'est imposée comme une sorte d'évidence que personne ne remet en cause. A l'occasion des conflits chroniques d'octobre et novembre 2007, il en est fait un usage abondant. Alors qu'il s'agit de savoir s'il faut maintenir les privilèges accordés par certains régimes spéciaux de retraite, les dirigeants syndicalistes ne se sont à peu près jamais prononcés sur le fond, n'ont jamais osé proclamer ouvertement que la situation actuelle était conforme à la justice, à l'intérêt de la nation et des générations futures. Mais ils ont fortement insisté sur le degré de mobilisation des troupes et en ont conclu que le gouvernement devait reculer puisque le fameux rapport des forces était censé être favorable aux grévistes qui, naturellement, n'avaient pas à se poser de question sur l'aspect financier de la situation.

Pourquoi cet état d'esprit est-il si bien implanté en France? Il faut y voir, sans doute, des séquelles du marxisme qui, pendant plusieurs décennies, a exercé ses ravages dans notre pays, et aussi des rejets de la situation qui sévissait il y a plus d'un siècle, comme si, pour les privilégiés d'aujourd'hui, le recours aux grèves dures et pénalisantes était aussi légitime que pour les prolétaires qui luttaient presque pour leur survie.

C'est tout cela qui fait que la grève, au lieu d'être un moyen d'action employé comme un ultime recours et proportionné aux désaccords sociaux, est en France une arme de destruction massive toujours prête à l'emploi, abusivement détournée de son caractère propre pour porter des coups au pouvoir légitime lorsqu'il est de droite.

### GRANDES MANŒUVRES : UN JEU SUBTIL ET OUVERT

Puisque la gauche et les syndicats veulent faire des mouvements sociaux de

l'automne une épreuve de force avec le président et le gouvernement, on est obligé de les suivre sur ce terrain belliqueux et l'on est amené à examiner de quelles forces ils disposent et quelle tactique ils peuvent appliquer.

Par rapport à d'autres conflits antérieurs, une première différence apparaît avec évidence : les partis politiques de gauche sont hors jeu. Il est bien loin, le temps où la CGT était une simple annexe du parti communiste. Quant au parti socialiste, il est bien trop occupé à régler ses difficultés internes pour jouer un rôle sur le terrain social. Bien entendu, la gauche politique ne manque pas de soutenir le juste combat des travailleurs contre le pouvoir réactionnaire, mais elle ne peut apporter aucune contribution à l'action et elle ne pourrait tirer aucun bénéfice tangible d'une éventuelle victoire des syndicats.

Sur le terrain, tout sera mis en œuvre pour donner les apparences d'une vaste mobilisation contre la politique du président et du gouvernement. Cela implique de réaliser un amalgame qui ne va pas de soi. En effet, au départ, les mesures gouvernementales qui servent de prétexte à l'agitation ne touchent qu'un nombre assez restreint de salariés, ceux qui bénéficient des fameux régimes spéciaux de retraite. Il est vrai qu'ils sont présents en force dans des secteurs névralgiques, principalement les transports, ce qui leur permet de paralyser quasiment l'activité du pays. Leur pouvoir de nuisance est donc sans commune mesure avec leur nombre. En théorie, ils peuvent obtenir des résultats spectaculaires avec leurs seules forces, mais en pratique, s'ils veulent faire durer leur mouvement jusqu'à faire céder le gouvernement, il faut qu'ils trouvent un minimum de solidarité dans d'autres secteurs. On peut alors se demander dans quel sens se fera l'évolution : les grévistes durs seront-ils considérés comme des combattants aux avant-postes de la lutte contre le projet prêté au gouvernement d'augmenter à terme l'âge de la retraite pour tous les salariés ou bien apparaîtront-ils comme des privilégiés égoïstes qui réclament cyniquement le renfort de ceux qui sont loin de bénéficier des mêmes avantages ? L'incertitude est donc au cœur du problème.

Cette incertitude pèse évidemment sur l'attitude des organisations syndicales. On ne jurerait pas que, au fond d'eux-mêmes, les dirigeants des syndicats « installés », reconnus et quasi traditionnels soient très chauds pour se lancer dans la bataille. Mais ils se rendent bien compte que, s'ils laissaient le pouvoir occuper sans résistance la totalité du terrain, ils se condamneraient

eux-mêmes à l'inexistence. Ils souhaitent donc probablement une mobilisation forte, ayant toutes les apparences d'une opposition frontale, mais en fait bien encadrée et limitée dans le temps, afin d'éviter les débordements. Ils montreraient leurs biceps de façon spectaculaire et ils obtiendraient quelques concessions partielles du gouvernement, plus ou moins tacitement acquises dès le début du mouvement, ce qui leur permettrait de siffler la fin de la récréation en ayant apparemment fait la démonstration de leur force et de leur sens des responsabilités. D'un autre côté, le gouvernement n'aurait pas perdu la face puisque, formellement, il n'aurait pas cédé sur l'essentiel, c'est-à-dire sur le principe des quarante années de cotisations pour tous.

Malheureusement, ce « kriegspiel » rassurant risquerait fort de ne pas se dérouler selon le scénario prévu. En effet, les syndicats traditionnels ne sont nullement sûrs d'être suivis par leurs troupes ou, pour mieux dire, ils n'ont pas de véritables troupes. En effet, lorsqu'il s'agit de déclencher un mouvement, ils y parviennent presque à coup sûr, puisque les activistes poussent fortement à la roue sans qu'il existe de véritable contre-poids : dans la situation actuelle du secteur social, il n'y a aucune organisation, aucun syndicat qui ait à la fois la volonté et la capacité de s'opposer au déclenchement d'une grève décidée par les principaux syndicats. Les plus modérés se sentent donc obligés de suivre en espérant que la mobilisation faiblira d'elle-même et qu'ils pourront se faire passer pour les instigateurs d'un certain retour au calme.

Ce qui complique encore la situation, c'est que les syndicats les plus installés, sinon les plus puissants, c'est-à-dire la CGT et la CFDT, apparemment d'accord au début, ne perdent jamais de vue leurs arrière-pensées, chacun essayant de profiter de la situation aux dépens de l'autre, chacun essayant de capter au plus près le degré de détermination ou de fléchissement de « la base ». En fait, tout le monde essaie de mettre en pratique le célèbre précepte : puisque ces choses-là nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs.

Enfin, il faut prendre très sérieusement en compte le rôle des activistes patentés, représentés principalement par le syndicat SUD. Celui-ci n'a pas à se soucier de subtilités tactiques. Il souffle sur tous les départs de feu et sur toutes les braises qui peuvent se ranimer. Il n'a rien à gagner à la modération du mouvement, il a tout à gagner à son durcissement et à son extension jusqu'au désordre maximal. En effet,

son intérêt est double : attirer à lui les éléments les plus déterminés du monde du travail, ceux qui trouvent les syndicats traditionnels (sans parler des partis politiques) trop mous, trop embourgeoisés, et ainsi devenir une force de nuisance qui jouera un rôle de plus en plus important dans le paysage social français. Comme ils n'ont pas de perspectives de débouchés politiques à court ou moyen terme et qu'ils n'ont pas d'image de sérieux ou de respectabilité à préserver, au contraire, ils n'ont aucune raison de contenir dans certaines limites les incendies qu'ils peuvent déclencher ou attiser. Ils font ainsi coup double : ils pèsent directement sur les événements par leur action propre et, d'autre part, de façon indirecte, ils exercent une pression constante et forte sur les syndicats traditionnels, qui sont amenés à se durcir certainement plus qu'ils ne le souhaiteraient pour ne pas apparaître comme coupés de « la base » la plus active. Les possibilités de discussions entre le gouvernement et les syndicats se trouvent ainsi sensiblement réduites.

Le jeu social est donc plus complexe et plus ouvert qu'il n'y paraît d'abord, avec ses composantes traditionnelles et ses aspects inédits. Quel que soit le déroulement des événements, ce qui est sûr, c'est que l'enjeu est d'importance pour les parties en présence.

## UNE ÉPREUVE DE VÉRITÉ

L'épreuve de force de l'automne 2007 sera aussi une épreuve de vérité, et d'abord pour le président et le gouvernement. En fonction de toutes les données que nous avons vues, que peut faire, que doit faire le pouvoir ? La réponse est simple et évidente : il doit tenir, ne pas céder. Il n'est pas question ici de plastronner et de prendre une attitude avantageuse pour la galerie : il faut simplement tirer les leçons de l'expérience. Dans une histoire encore récente, les principaux exemples sont dans toutes les mémoires. Ils sont démonstratifs puisqu'ils fournissent l'un et l'autre les mêmes enseignements. En novembre 1986, le projet de loi Devaquet, qui apportait quelques réformes assez timides au fonctionnement des universités, provoque des perturbations dans les établissements et des manifestations dans la rue. Il est retiré. La défaite en rase campagne du gouvernement apparaît à l'évidence. Les conséquences ne se font pas attendre : les réformes programmées par le gouvernement de cohabitation de Jacques Chirac sont abandonnées et Jacques Chirac lui-même est battu à l'élection présidentielle deux ans plus tard. Scénario comparable en 1995, avec la réforme de la Sécurité sociale

voulue par Alain Juppé. Le gouvernement capitule devant les grèves et devant la rue et, deux ans plus tard, la majorité est battue aux élections législatives provoquées par la dissolution.

Les conséquences d'un recul du pouvoir sont très néfastes. Non seulement elles entraînent de façon mécanique la défaite électorale à bref délai, mais elles paralysent dans l'immédiat l'action du gouvernement et, à beaucoup plus long terme, elles étouffent dans l'œuf toutes les velléités de réformes qui risqueraient de faire descendre dans la rue quelques milliers de personnes. Combien de mesures salutaires intellectuellement envisagées sont restées dans les tiroirs par crainte de ce qu'on appelle pompeusement le «syndrome» de 1986 ou de 1995 ! Des accidents de parcours sont érigés en une véritable loi politico-sociale et presque en une fatalité qu'on se garde de transgresser afin de ne pas tomber sous le coup d'une terrible malédiction.

En cet automne 2007, la fermeté s'impose plus que jamais. D'abord, elle paraît *a priori* plus aisée. Au cours des

quelques dernières années, l'état d'esprit des Français a évolué dans le sens d'une meilleure prise en compte des réalités économiques. Et puis le dossier semble plus facile à plaider. Une bonne pédagogie doit être capable de persuader les Français que la défense des privilèges exorbitants n'est pas une cause digne d'être défendue, ne serait-ce qu'au nom de la sacro-sainte égalité. On pardonnerait donc encore moins au gouvernement d'échouer dans une entreprise moins ardue que celles de ses prédécesseurs.

Nécessaire au gouvernement pour qu'il puisse poursuivre son action, la fermeté l'est encore plus à Nicolas Sarkozy afin qu'il conserve son image de vainqueur qui, par sa volonté, renverse les obstacles où d'autres avaient trébuché avant lui. Cette image n'est pas pour lui, comme pour certains hommes politiques, une sorte de parure qui ornerait sa personnalité. Elle fait partie de sa personne et elle lui est indispensable pour qu'il puisse continuer à remporter des succès. Ceux qui veulent affaiblir le président se sont d'abord employés à durcir son image, mais ils se sont vite aperçus qu'ils ne faisaient que le

renforcer. Plus subtilement, ils s'efforcent aujourd'hui de jeter le trouble parmi ses partisans en essayant d'accréditer l'idée que les réformes mises en œuvre jusqu'ici ne sont que des demi-réformes par rapport aux promesses et par rapport aux attentes de nombreux Français. Cette tactique insidieuse est beaucoup plus dangereuse que l'opposition frontale et l'usage de la caricature. Ainsi, si Nicolas Sarkozy ne remportait qu'une demi-victoire, il paraîtrait aux yeux de certains avoir subi une demi-défaite, et une partie du charme serait rompue.

Il est donc essentiel qu'il apparaisse comme un vainqueur à part entière. Il ne faut pas qu'il paraisse avoir préservé péniblement la substance de sa réforme, il faut que sa victoire ait manifestement l'éclat qui la rende indiscutable aux yeux des Français.

C'est un véritable défi qui est lancé en cet automne sur le terrain social. Il est lancé au pouvoir en place. Il est lancé plus encore à la personne même de Nicolas Sarkozy. Nul doute qu'il n'ait à cœur de le relever comme il convient.

## COMITÉ D'HONNEUR DU MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTÉ

Francis BALLE, professeur des universités  
René BESNAULT (...), amiral (CR)  
Henri BIZOT (...), président d'honneur de la BNP  
Marc BLANCPAIN (...), président d'honneur de l'Alliance française  
Alain de BOISSIEU (...), général d'Armée, Compagnon de la Libération, ancien Grand Chancelier de la Légion d'Honneur  
Jacques BOYON, ancien ministre, ancien député  
Pierre CLOSTERMANN (...), Compagnon de la Libération  
Bernard DEBRÉ, ancien ministre, professeur de médecine, député de Paris  
Arthur DEHAINE, ancien député  
Frédéric DELOFFRE, professeur émérite à la Sorbonne  
Xavier DENIAU, ancien ministre, ancien maire  
François DOUMENGE, ancien recteur, ancien président de l'ORSTOM  
Roland DRAGO, membre de l'Institut, professeur honoraire des universités  
François-Georges DREYFUS, professeur émérite à la Sorbonne  
Yves DURAND (...), ancien recteur, professeur honoraire des universités  
Denise FLOUZAT, ancien recteur, ancien membre du Conseil de la politique monétaire  
Jacques FOCCART (...), ancien chef de réseau de la France libre, ancien secrétaire général à la présidence de la République (1959/1974)  
Robert GALLEY, ancien ministre, Compagnon de la Libération  
Philippe de GAULLE, amiral (CR), ancien sénateur  
Jacques GODFRAIN, ancien ministre, ancien député  
Alain GRIOTTERAY, ancien député, ancien maire

Yves GUENA, ancien ministre, ancien président du Conseil constitutionnel, ancien président de la Fondation Charles de Gaulle  
Jacques GUGGENHEIM (...), chef d'entreprise  
Michel HABIB-DELONCLE (...), ancien ministre, député honoraire  
Jean-Paul HUGOT, ancien sénateur, ancien maire  
Lucien ISRAEL, professeur émérite de médecine  
Bernard KERDELHUE, directeur de recherche au CNRS  
Christian de LA MALÈNE (...), ancien ministre, ancien sénateur  
Henry de LUMLEY, membre de l'Académie des Sciences, directeur de l'Institut de Paléontologie humaine, ancien directeur du Muséum national d'Histoire naturelle  
Hughes MARTIN, ancien député, ancien maire de Bordeaux  
Pierre MESSMER (...), ancien Premier ministre, Compagnon de la Libération  
Robert PANDRAUD, ancien ministre, ancien député  
Armel PÉCHEUL, ancien recteur, professeur des universités  
Paul RIVIÈRE (...), Compagnon de la Libération  
Eric RAOULT, ancien ministre, député de la Seine-Saint-Denis  
Maurice SCHUMANN (...), ancien ministre, Compagnon de la Libération  
Jean TIBERI, député, ancien maire de Paris  
Pierre de VERNEJOU (...), professeur honoraire des universités  
Bernard VILLEMOT (...), affichiste  
Jean VOLVEY (...), Compagnon de la Libération  
Fernand WIBAUX, ambassadeur de France  
Henry ZATTARA, professeur émérite des universités, doyen honoraire

« L'Association Mouvement Initiative et Liberté a pour objet de défendre et de promouvoir une organisation de la société française fondée sur l'initiative personnelle des citoyens et inspirée par les valeurs civiques, patriotiques, gaullistes, culturelles, morales et spirituelles de la civilisation française, de façon à réaliser les conditions du développement de la véritable liberté. Elle affirme son attachement à la défense de la Nation, de l'identité nationale, des personnes et des biens et aux droits et libertés essentiels, à savoir entre autres le droit de propriété, la liberté d'entreprendre, le progrès économique et social et facteur d'épanouissement humain, la liberté d'expression pour toutes les opinions, dont la société doit affirmer le principe et garantir l'exercice, la liberté effective de l'enseignement, condition du respect des consciences et des croyances, la sécurité des personnes et des biens. Elle dénoncera toutes les atteintes portées à ces droits et libertés. »

[Article 4 des statuts du MIL \(objet\)](#)



## NON À LA GREVE POLITIQUE

Alors que la gauche est massivement rejetée par les Français depuis le camouflet qu'elle a subi en mai 2002, les trompe-l'œil mis en place pendant des décennies s'effondrent les uns après les autres.

Sans morale et sans idéal, le décor tombe et les figurants désertent. Ce constat où chacun reconnaîtra, sans effort, le Parti Socialiste est tout aussi pertinent pour le Parti communiste et les verts. Colosse aux pieds d'argile, ébranlé par l'effondrement de l'Union soviétique et la lente révélation des crimes de ce régime, le Parti Communiste, sans boussole, est de moins en moins puissant et de plus en plus fragile. Sa crédibilité est aujourd'hui réduite à néant dans les quartiers et les entreprises où jadis il régnait en maître incontesté. Quant aux verts, nain politique vibrionnant, ils ont fini par se lasser eux-mêmes de leurs guerres intestines et de l'impossible synthèse de leurs multiples chapelles très politiques mais pas du tout écologiques.

## LES FRANÇAIS ONT CHOISI

En élisant confortablement Nicolas Sarkozy en mai 2007 et en lui donnant une solide majorité de députés le mois suivant, les Français ont voté, en conscience, pour le programme de réformes, courageuses et nécessaires, que leurs ont présentées et détaillées, pendant des mois, Nicolas Sarkozy, le premier ministre François Fillon et l'UMP.

« Je dis ce que je ferai et je ferai ce que je dis » a martelé le Président de la République pendant sa campagne. Les choses sont donc claires. Longtemps on a, à droite et à gauche, reproché aux élus de ne pas tenir leurs promesses. Certains veulent aujourd'hui instruire le procès inverse et tentent, par tous les moyens, d'empêcher le Président de la République, le Gouvernement et sa majorité de tenir leurs engagements. Qui sont donc ces trublions qui veulent entraver le processus démocratique ?

## L'EXTREME GAUCHE EN EMBUSCADE

L'effondrement de la gauche politique ne profite en rien à la Droite de gouvernement qui aurait tout à gagner à avoir face à elle une opposition organisée, réaliste et constructive. L'effondrement de la gauche politique profite à son ennemi de l'intérieur : l'extrême gauche.

Les militants d'extrême gauche sont résolus, déterminés et patients. Leur stratégie d'entrisme porte aujourd'hui ses fruits. Alors que les dirigeants socialistes, communistes ou verts sont désavoués et qu'ils s'entre-déchirent, la place est libre pour les porte-parole «spontanés» et auto-proclamés. Les partis et les syndicats de gauche sont ainsi débordés par «la base». La sacro-sainte «base» n'étant, en fait, rien d'autre que les meneurs d'extrême gauche que syndicats et partis de gauche hébergent en leur sein.

L'extrême gauche joue son va-tout. L'anéantissement de la gauche politique et syndicale est pour elle une chance historique de se positionner, enfin, pour le «grand soir».

Les militants sincères de la gauche politique et syndicale «classique» vivent un profond désarroi, ceux à qui ils ont fait confiance s'effritent inexorablement. Ils deviennent, ainsi, des recrues faciles pour les jusqu'au-boutistes.

## LA GUERRE DE SUCCESSION EST OUVERTE A GAUCHE, LES FRANÇAIS NE DOIVENT PAS EN PAYER L'ADDITION

Pour l'extrême gauche, la stratégie est claire : il ne s'agit pas d'entraîner le pays derrière elle, elle se sait et se vit groupusculaire. Il s'agit pour l'extrême gauche de gagner des parts de marché à gauche. Nous assistons donc à une énième version de la fable de la grenouille et du bœuf. L'extrême gauche entretient l'agitation à partir des foyers qu'elle a créés de toute pièce, les fameux «sans» droits, logements, papiers etc ... peu importe si ils ne sont que quelques centaines et toujours les mêmes. Ensuite, elle déploie la «lutte» dans les secteurs énergie et transports, que contrôlait autrefois la CGT qu'elle espère bien, à terme, remplacer avec son faux nez, Sud. Elle conforte ensuite cette agitation par l'activation de secteurs étudiants, magistrature, presse etc ... où elle est déjà puissante. Gageons qu'elle espère bien aussi entraîner d'autres «fromages» comme l'industrie automobile où le syndicalisme de masse est moribond.

Et les réformes dans tout cela ? Aucune importance pour l'extrême gauche, ce n'est qu'un prétexte à l'agitation. Il s'agit bien d'une lutte de pouvoir entre une gauche à bout de souffle et une extrême gauche conquérante. Peu leur importe les dégâts collatéraux pour la France et les Français.

## LE MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTÉ SOUTIENS LE GOUVERNEMENT ET LES REFORMES ENGAGEES ET VOUS ? SI VOUS AUSSI VOUS ÊTES D'ACCORD AVEC NOUS RENVOYEZ-NOUS L'ENCADRÉ CI-DESSOUS

OUI, MOI AUSSI, JE SUIS D'ACCORD AVEC LE MIL !  
JE SOUTIENS LE GOUVERNEMENT ET LES RÉFORMES  
ENGAGÉES

Nom : Prénom :  
Adresse :  
Code postal : Ville :  
Profession / âge / responsabilités éventuelles :

Courriel (Internet) :

SOUTIENS LE GOUVERNEMENT, LES RÉFORMES ENGAGÉES ET LA CAMPAGNE DU MIL.

Souhaite recevoir une documentation sur le MIL (<http://www.lemil.org>).

Désire soutenir financièrement les campagnes du MIL :  30 € /  50 € /  80 € /  120 € ou plus

Déclare adhérer au MIL :  membre : 40 € /  membre donateur : 80 € /  membre bienfaiteur : à partir de 160 €

Date : Signature :  
**A RENVoyer AU M.I.L. BP N°84, 92303 Levallois-Perret Cedex**

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elle contient sont à usage strictement interne et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification sur justification de votre identité.

## MIL : La droite civique, gaulliste et patriote

Imprimerie spéciale - ne pas jeter sur la voie publique

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. - Directeur de la publication : R. BÉTEILLE (Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution)

Nom ..... Prénom.....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Téléphone ..... Portable ..... Télécopie ..... Courriel .....@.....  
Date et lieu de naissance ..... Je souhaite être adhérent , adhérent actif  ou militant  ?  
Profession .....

Je désire recevoir une documentation sur le M.I.L.

Je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL :  30 € /  50 € /  80 € /  120 € ou plus

Je souhaite adhérer au M.I.L. pour l'année ..... :

Cotisation de membre et abonnement au journal : 40 € /  Cotisation couple : 40 € /  Cotisation simple : 25 € /  Cotisation chômeur : 10 €

Cotisation pour la carte de membre donateur : 80 € /  Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 160 €

Je désire m'abonner à «Vigilance et Action» :  simple 30 € /  soutien : à partir de 160 €

Date

Signature

À renvoyer au M.I.L, BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex - Site Internet <http://www.lemil.org>

## MIL : La droite civique, gaulliste et patriote

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elles contiennent sont à usage strictement interne. Elles font l'objet d'un traitement informatique et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. En application des articles 39 et suivants de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent sur justification de votre identité.